

Novabyss déménage

Sherbrooke

Miner de rien, la clinique médicale de recherche Novabyss de Sherbrooke, lancée il y a quelques années par le Dr Jacques Dubois, est devenue une importante entreprise qui embauche près de 30 personnes.

L'activité est telle que le groupe a récemment déménagé ses pénates de la rue Bowen, pour occuper quelque 12 000 pieds carrés dans l'immeuble de la pharmacie Pharmaprix du 1335 rue King ouest à Sherbrooke. Cette relocalisation sera d'ailleurs inaugurée offi-

ciellement le 10 décembre, en présence de nombreux invités.

Novabyss, une compagnie privée et autonome, fait de la recherche et effectue des tests sur de nouveaux médicaments ou des médicaments améliorés, en collaboration avec les compagnies pharmaceutiques. On dispose même dans les nouveaux locaux, ayant nécessité un investissement de quelque 500 000 \$, d'une unité de 36 lits pour surveiller adéquatement l'état des patients volontaires à l'essai de médicaments non encore commercialisés.

Lui-même détenteur d'un doctorat (PHD) en microbiologie, le Dr Dubois

est entouré d'autres médecins, les Drs Claude Saint-Pierre et Rémi Bouchard comme directeurs médicaux, d'infirmières et de personnel technique et de soutien.

Outre la recherche fondamentale, la présence d'un laboratoire privé certifié pour les analyses, on y offre notamment des prélèvements sanguins. «On est unique dans la région. En fait, au Québec même, il n'y a pas beaucoup d'entreprises comme la nôtre», a aussi fait valoir le Dr Dubois, qui a débuté dans la recherche clinique dans l'ancien hôpital Hôtel-Dieu, en 1985.

Tout n'est pas perdu pour InterCanadien

Rollande PARENT

Montréal (PC)

Les activités de la compagnie aérienne InterCanadien interrompues brusquement samedi à 18 h, au grand dam de ses 800 employés et de centaines de voyageurs, pourraient bien reprendre au début de la semaine prochaine, a indiqué hier le président Robert Myhill, lors d'une conférence de presse à Dorval.

Si tel est le cas, le nombre de liaisons assurées dans les Maritimes et en Ontario pourraient être moins nombreuses qu'à l'heure actuelle tandis que celles au Québec, là où la rentabilité est meilleure, pourraient demeurer inchangées, peut-on déduire des propos tenus par le président Myhill et deux autres dirigeants d'InterCanadien.

InterCanadien prévoit être en mesure de préciser le plan de restructuration de la compagnie ce jeudi. «Nous pourrions reprendre nos activités quelques jours plus tard», a dit M. Myhill.

Des pourparlers ont été menés hier avec les dirigeants d'Investissements Québec et de la Société générale de financement, a indiqué le ministre des Transports, Guy Chevrette, ce qui a été confirmé par M. Myhill.

«Nous cherchons de l'aide pour recommencer une compagnie d'aviation rentable. Nous avons besoin de 15 millions \$ en plus d'obtenir de Canadien des aménagements commerciaux.

«Une partie de notre plan est de devenir moins dépendant des liaisons avec Canadien», a-t-il ajouté.

Selon les explications fournies hier, le cauchemar d'InterCanadien a commencé en août avec la décision du gouvernement fédéral de ne plus suppor-

ter financièrement les Lignes aériennes Canadien International. L'incertitude quant à l'avenir de ce transporteur national auquel est relié presque exclusivement InterCanadien, n'a pas été de nature à donner confiance aux partenaires financiers et aux voyageurs.

Rien à faire

«Nous avons demandé à Canadien de nous donner un coup de main additionnel, ce qui n'a pas été entendu, a fait valoir M. Myhill.

«Nous n'avons jamais fait partie des plans ni d'Air Canada ni de Canadien International. Comme nous ne savions pas comment cela va finir, il devenait nécessaire de nous retirer et de restructurer notre entreprise», a dit M. Myhill pour expliquer l'interruption de service.

Le siège social d'InterCanadien se trouve à Montréal. Cette compagnie n'est plus une filiale de Canadien depuis un an alors que Robert Myhill et Michael Cochrane, de Canadian Investors Corporation, de Toronto, en ont fait l'acquisition en juillet 1998.

InterCanadien dessert les petites communautés du Québec, de l'Ontario, des provinces de l'Atlantique et assure les liaisons entre les petits aéroports et les gros. Du coup, il alimente Canadien qui lui paie des redevances.

Il y a un mois, InterCanadien avait fait une centaine de mises à pied. Il y a un an, la compagnie avait demandé et obtenu une réduction de dix pour cent des salaires.

Le chiffre d'affaires d'InterCanadien est annuellement d'environ 160 millions \$.

Les employés d'InterCanadien donneront une conférence de presse aujourd'hui.



Imacom-Doguerre René Marquis
Implantée le long de la rivière St-François depuis 15 ans et symbole de la résistance aux crises printanières, la compagnie Fabricville est contrainte à changer d'adresse en raison de la démolition annoncée des Promenades des Grandes-Fourches. L'entreprise va s'installer à l'étage inférieur de la Place Brouillard.



Fabricville va s'installer à la Place Brouillard

Sherbrooke

Le magasin Fabricville quittera le centre-ville de Sherbrooke le printemps prochain, pour s'installer à l'étage inférieur de la Place Brouillard. La direction de la chaîne nationale a considéré quelques autres emplacements au centre-ville, mais a finalement opté pour la rue King ouest, dans le secteur du nouveau pôle commercial de Sherbrooke.

Implantée le long de la rivière St-François depuis 15 ans et symbole de la résistance aux crises printanières, la compagnie Fabricville est contrainte à changer d'adresse en raison de la démolition annoncée des Promenades des Grandes-Fourches, qui feront place l'été prochain à un supermarché Loblaw.

Loblaw/Provigo prévoit construire un petit centre commercial à côté de son supermarché, le long du boulevard des Grandes-Fourches. Ce site a été proposé à Fabricville, qui jugeait l'espace disponible insuffisant.

Fabricville a également étudié une offre qui aurait amené son magasin sur la rue Wellington sud, à proximité du supermarché Maxi. Dans ce cas, ce sont les critères pour le stationnement qui n'ont pas été rencontrés, aux dires du porte-parole de Fabricville.

«Nous étions satisfaits des résultats obtenus au centre-ville. Par contre, je dois admettre que la polarisation commerciale grandissante autour du Carrefour de l'Estrie et le long de la rue King ouest a pesé dans notre décision», a indiqué Brian Ward, directeur du secteur immobilier au sein de la chaîne Fabricville, qui compte 32 magasins au pays, dont 14 au Québec.

La date précise du déménagement n'est pas encore déterminée. Fabricville

s'était entendue avec Loblaw pour occuper son local aux Promenades des Grandes-Fourches jusqu'au mois de juin, tout en visant un déménagement pour le printemps.

«Ça devrait être quelque part en avril», avance M. Ward, affirmant que les échéanciers seront fixés d'ici la semaine prochaine.

Fabricville occupera le niveau de plancher du centre de service dans le bâtiment ayant longtemps abrité le concessionnaire Brouillard automobile, locaux qui ont été utilisés pour des ventes de liquidation ainsi que par la Fondation Roch Guertin au cours des dernières années.

«Nous offrirons à notre clientèle un magasin plus moderne et plus spacieux», ajoute Brian Ward en se gardant bien de dévoiler la stratégie commerciale de Fabricville.

Le mot d'ordre de discrétion est d'ailleurs suivi localement. La gérante du magasin de Sherbrooke, Guylaine Forgues, a refusé de commenter le déménagement maintenant confirmé par la haute direction de la chaîne nationale.

«C'était secret. Nous n'en avons pas soufflé un mot, pas même à nos plus fidèles clientes», s'est limitée à dire Mme Forgues.

Le conseiller du quartier Centre-ville, Serge Paquin, déplore le départ de Fabricville sans pour autant y voir un aspect négatif.

«Ce n'est jamais une nouvelle réjouissante quand un commerce de l'envergure de Fabricville décide d'aller s'installer dans un autre secteur, alors que nous nous donnons comme mission de relever l'activité commerciale dans le centre-ville. Ce sont des décisions hors de notre contrôle», de commenter M. Paquin.

ANNONCEURS PRENEZ NOTE

Le jeudi 3 février 2000

LaTribune

publiera un cahier spécial sur ses 90 ans d'histoire

Un rendez-vous à ne pas manquer...

Annanceurs, profitez de cette occasion. Faites connaître vos produits ou services.

Enrichit votre quotidien depuis 90 ans

ANNIVERSAIRE

Réservez votre espace publicitaire avant le 20 janvier 2000

Pour plus d'information : 564-5450 Zone interurbaine : 1 800 567-6955

DEAUVILLE • ROCK FOREST • SAINT-ÉLIE-D'ORFORD

Un avenir assuré!

À lire ce jeudi...

cahier spécial LaTribune

L'Estrie: une région d'avant-garde TOURNÉE VERS L'AVENIR

La Tribune



LE DÉVELOPPEMENT LOCAL LA MRC DU VAL SAINT-FRANÇOIS

NDLR: La Tribune poursuit dans ces pages une série de reportages sur le développement local dans chacune des municipalités régionales de comté (MRC) de l'Estrie. Des intervenants traceront les grandes tendances mais aussi leurs initiatives. Aujourd'hui: la MRC du Val Saint-François

Un diamant brut en matière de tourisme



Sylvie PION

Windsor

Un paysage bucolique, une rivière encore sauvage, des gîtes et tables gastronomiques au cachet différent additionnés d'une histoire et d'un patrimoine intéressants, la MRC du Val Saint-François a tout pour plaire aux gens avides de calme et de paix. Convaincus du potentiel que recèle leur région, une horde de bénévoles s'affairent à la faire connaître à plus grande échelle.

Composé de personnes provenant de tous les coins de la MRC, Tourisme Val Saint-François s'avère un comité du Centre local de développement économique (CLDE) de la MRC ayant pour mission de donner des avis en matière touristique. C'est en 1996 que la Corporation de développement économique du Val Saint-François (maintenant le CLDE) a mis sur pied un comité touristique provisoire afin de créer un organisme officiel qui aurait le mandat de favoriser le développement et la concertation au niveau touristique. Depuis la fondation officielle de Tourisme Val Saint-François, bien des actions ont

été posées, initiatives qui n'auraient pu être réalisées sans l'apport de nombreux bénévoles gravitant autour du comité.

Composé de gens visiblement passionnés, le comité consacre des efforts à la consolidation, au développement, à la promotion et à l'accueil touristique de la région ainsi qu'à la concertation des membres. D'entrée de jeu, les intervenants touristiques mettent en évidence le potentiel inexploité de la MRC. «Nous avons beaucoup de beaux produits, il nous reste à créer des produits d'appel, à structurer notre offre et notre image. La région présente des paysages à couper le souffle, que l'on peut découvrir en vélo, en auto, peu importe le moyen. Nous n'avons pas des gros hôtels, mais des gîtes de qualité de même que des tables gastronomiques. Naturellement, nos produits se situent dans les grandes tendances, car les gens recherchent le calme, l'aventure douce, où l'on peut faire quelque chose de typique mais sans danger», révèle Martine Bergeron, vice-présidente de Tourisme Val Saint-François.

Des attraits uniques

La MRC, dont le slogan se traduit par *Sur les routes paisibles du Val Saint-François*, se targue de réunir des attraits uniques. La vie de l'inventeur de la motoneige Joseph-Armand Bom-

bardier à Valcourt, l'implantation d'une usine de poudre noire opérée jadis à Windsor, le fonctionnement d'un moulin à laine à Ulverton, l'exploitation de carrières d'ardoise demeurent des portions d'histoire fascinantes à découvrir.

«Nous avons des exclusivités, dont les mines Cristal Kébec qui ne ressemblent pas à ce que l'on retrouve ailleurs. L'histoire de la région est agréable, nous avons des endroits historiques de toute beauté et un patrimoine religieux présent avec plusieurs confessions religieuses. Notre défi, c'est que le Val Saint-François semble être à l'autre bout du monde alors qu'il est bien situé. Il y a donc cet aspect là que l'on doit faire connaître. Autant c'est une force d'être éparpillés, autant ça amène une problématique quand on doit se concerter. Les entreprises se concentrent sur leurs activités et ne peuvent acheter de publicités. Voilà pourquoi il est important que chacune puisse se regrouper à l'intérieur du comité et s'assurer une visibilité dans les guides ou encore aux postes frontaliers», révèle Éric Thibodeau, agent de développement économique au CLDE de la MRC du Val Saint-François.

Des démarches ont été effectuées, dont l'exploitation d'un bureau d'information touristique au Canton de Melbourne, puis le déménagement de ce

dernier à Saint-François-Xavier-de-Brompton. La conception de publicités dans le guide touristique des Cantons-de-l'Est, la réalisation d'un guide propre à la région du Val Saint-François de même qu'une participation au salon Vacances et Loisirs d'été de Montréal sont des actions qui ont été réalisées. Une tournée des entreprises touristiques a d'abord été organisée pour les intervenants touristiques puis les élus de la MRC pour leur faire découvrir le potentiel. Le projet majeur prévu demeure l'amélioration du bureau d'information touristique.

Des bénévoles essentiels

Tous s'entendent pour dire que la concrétisation des projets ne serait possible sans les bénévoles. C'est le cas de la piste cyclable régionale La Cantonnrière, un réseau intermunicipal de quelque 75 kilomètres couvrant la MRC en deux axes, nord-sud, est-ouest dont l'aménagement nécessite plus d'un million \$. Cette piste est née d'initiatives d'amants du vélo qui ont vu le potentiel qu'offraient les emprises désaffectées du chemin de fer. La Corporation de développement économique s'est ensuite jointe au projet pour le processus de réalisation. Actuellement, 55 kilomètres sont praticables, mais une fois complétée, La Cantonnrière sera reliée aux réseaux de la MRC de

Sherbrooke, panquébécois et pancanadien.

Coordonnateur de La Cantonnrière, Jacques Thibault croit que ce projet d'envergure témoigne du dynamisme de la population de la MRC et de sa capacité de s'engager dans le développement local. Le projet a su réunir un nombre intéressant de bénévoles avec des comités dans trois zones, Richmond, Valcourt et Windsor. Chacun des comités réunit des sous-comités en charge notamment d'entretien, d'aménagement, de financement et d'activités. «Nous devons avoir, directement impliqués, une trentaine de bénévoles qui vont en chercher une autre trentaine. Lors d'activités, on peut atteindre au moins une centaine de personnes. C'est primordial pour un projet semblable. Les bénévoles ont pris part à la campagne de financement qui nous a permis d'amasser 182 000 \$ auprès des entreprises de la MRC. Récolter autant au niveau du privé, je n'avais pas vu cela avant», assure M. Thibault.

Présidente de Tourisme Val Saint-François, Denise Vanasse signale que beaucoup de travail reste à faire. «Nous sommes une jeune association et nous devons tous nous serrer les coudes. Nous devons offrir des circuits et de l'information qui n'est pas structurée en ce moment», dit-elle.



Photo La Tribune, Sylvie Pion

Convaincus du potentiel touristique que recèle la MRC du Val Saint-François, une horde de bénévoles s'affairent à la faire connaître à plus grande échelle. De gauche à droite, Martine Bergeron et Denise Vanasse, respectivement vice-présidente et présidente de Tourisme Val Saint-François, Éric Thibodeau, agent de développement économique du CLDE, Jacques Thibault, coordonnateur de La Cantonnrière et Chantal Le Riche, présidente du comité de bénévoles de La Cantonnrière du secteur de Richmond.

Agroalimentaire: un besoin criant de visibilité

Windsor (SP)

Consciente que l'industrie agroalimentaire peut jouer un rôle important au niveau du développement local, la MRC du Val Saint-François a entrepris la création d'un réseau d'entreprises et vise l'émergence de projets grâce à la mise en place d'une Table de concertation et l'embauche d'une personne-ressource.

Afin d'accroître la visibilité des entreprises présentes dans ce secteur d'activités, on travaille à créer une vitrine des produits régionaux qui sera située au bureau d'information touristique.

Contrairement aux MRC de Coaticook et du Granit qui possèdent leur propre table depuis une dizaine d'années, la MRC du Val Saint-François ne dispose d'un outil semblable que depuis un an. La Table de concertation a acquis une structure juridique en tant que comité avisier du Centre local de développement économique (CLDE) du Val Saint-François et elle oriente le travail de l'agente de développement. Un plan d'action a été élaboré pour 1999 et 2000 pour répondre adéquatement aux besoins exprimés dans le milieu.

La Table de concertation fait face à plusieurs défis. Lors de la parution du profil socio-économique de la MRC du Val Saint-François en 1996, on a constaté que ce secteur d'activité, qui occupe 82,2 % de la surface du Val Saint-Fran-

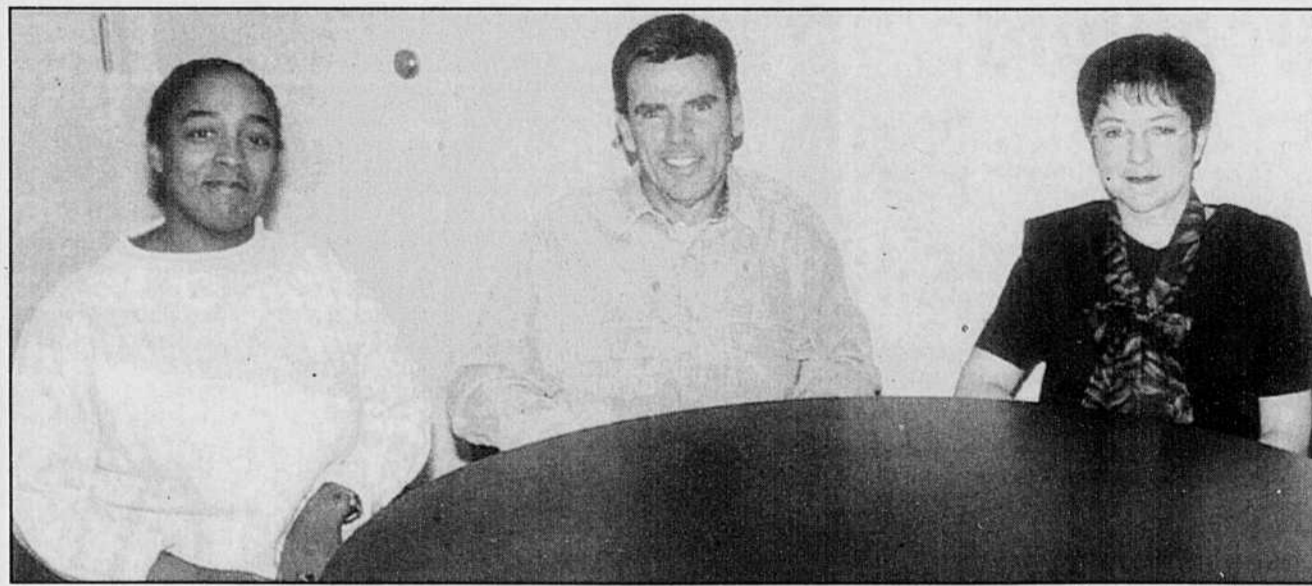


Photo La Tribune, Sylvie Pion

Afin d'accroître la visibilité des entreprises du secteur agroalimentaire de la MRC du Val Saint-François, on travaille à créer une vitrine des produits régionaux qui sera située au bureau d'information touristique. Dans l'ordre habituel, Céline Carole, agente de développement économique agro-alimentaire, Pierre Lalande, président du CLDE et Ginette Douville, agronome à la Caisse populaire de Sainte-Anne-de-la-Rochelle.

çois ne procure que 2,4 % des emplois comparativement à 6,3 % en Estrie et à 4 % au Québec. Agente de développement, Céline Carole mentionne qu'une portion importante des entreprises agroalimentaires appartient à des filières dont la distribution est organisée, tel le lait, le bœuf et le porc.

Un réseau à développer

«Les autres entreprises de la région appartiennent à des secteurs non traditionnels et dont la mise en marché est plus difficile. Le problème se situe au niveau de leur visibilité et de leur mise en marché. Les producteurs et les transformateurs sont de petites tailles et très isolés avec un réseau peu développé au sein même de la région. Toutefois, il faut comprendre que ce sont ces entreprises qui amènent une diversification du secteur agroalimentaire dans la région et aussi des emplois autres que celui du promoteur», stipule Mme Carole.

Président du CLDE et propriétaire de la Framboiseraie Lalande, Pierre Lalande convient que les secteurs de la transformation et de l'agrotourisme demeurent sous-exploités et qu'une concertation commence à s'organiser. «Avec la mise sur pied de la Table de concertation et la tenue de réunions, nous avons vu que des producteurs choisissent d'aller vers des créneaux, de nouvelles productions. Nous avons découvert un nombre de choses intéressantes, des petites perles. On a entre autres découvert un producteur d'émeus qui fait des choses très fines. Dans le Val Saint-François, nous avons des produits originiaux, dont ceux de La Rose de Nel qui fabrique des produits alimentaires et cosmétiques à partir de la rose. Nous avons une pâtisserie très

artisanale sur le territoire de même que des fruits et légumes biologiques», dit-il.

Plusieurs entreprises se trouvent toujours au stade du développement avec un potentiel intéressant. Afin de les aider dans leurs démarches, la Table de concertation caresse un projet de concert avec Tourisme Val Saint-François qui répondrait au besoin de visibilité des entreprises non-traditionnelles. «Nous avons identifié une problématique au niveau de la visibilité et la mise en marché. Les producteurs ne sont pas connus. Aussi, pour les aider, nous tentons de mettre en place une vitrine des produits locaux au sein même du bureau d'information touristique ce printemps. Nous voulons créer une synergie, et en jumelant les deux, créer plus d'achalandage. Notre but est de donner un espace aux entreprises pour qu'elles puissent montrer leurs produits et dire où on peut se les procurer. En fait, c'est de mettre les entreprises en avant-scène pour que l'on puisse savoir où elles se situent», fait valoir Mme Carole.

Les produits disponibles, mais...

Cette initiative a pour but de faire découvrir les produits aux gens de l'extérieur, mais également aux résidents de la région. Bien que les produits soient disponibles à deux pas de leur domicile, les gens ne les connaissent pas. Depuis que la Table de concerta-

tion travaille à la réalisation de projets concrets, de nouvelles idées émergent. «Il y a des idées qui sont lancées, dont une vitrine de produits sur Internet, des soupers gastronomiques et l'organisation de marchés publics pour faire goûter aux gens les produits de la région. Les gens du milieu commencent à se connaître et c'est ainsi que l'on va créer une dynamique. De plus en plus, on insiste sur le réseautage, car il est difficile de progresser pour une petite entreprise s'il n'y a pas de réseau. Nous sommes en train de bâtir ces assises-là. C'est intéressant, car ces petites entreprises renforcent la ruralité et permet d'éviter que les campagnes ne se vident puisqu'elles génèrent des activités», soutient M. Lalande.

Agronome à la Caisse populaire de Sainte-Anne-de-la-Rochelle, Ginette Douville indique que la Table est nécessaire pour offrir des services aux entreprises qui souhaitent démarrer ou encore pour assurer une relève en les référant notamment aux bons endroits. En ce qui a trait aux entreprises importantes oeuvrant dans le lait, le bœuf ou le porc, des problèmes sont rencontrés au niveau de la relève par la nouvelle génération. «Nous pouvons donc les aider en les mettant en contact avec des jeunes intéressés par ce secteur, mais qui n'ont pas de parents oeuvrant dans l'agriculture», déclare Mme Douville.

LA MRC DU VAL SAINT-FRANÇOIS EN CHIFFRES

Population: 27 839 habitants, soit 10 % de la population régionale
Superficie: 1397 km²
Taux d'urbanisation: 43,3 %
Nombre de municipalités: 19 dont 13 comptent moins de 2000 habitants
Taux de naissance: 10,7 nouveau-nés par 1000 habitants
Indice de vieillissement: 39,6 % (il s'agit de taux le plus bas en Estrie)
Secteur primaire: 5,1 % des travailleurs de la MRC
Secteur secondaire: 36,8 % de la main-d'œuvre
Secteur tertiaire: 18,4 % des emplois
Taux de scolarité post-secondaire: 39,4 %
Revenu moyen d'emploi: 22 689 \$
Source: CRD-Estrie, 1996

Le D.R.H.C.

est fier de participer
au développement
économique
de la région de l'Estrie.

Développement des ressources humaines Canada Human Resources Development Canada

Canada

L'Estrie: une région d'avant-garde TOURNÉE VERS L'AVENIR

LaTribune



**LE DÉVELOPPEMENT LOCAL
LA MRC DU VAL SAINT-FRANÇOIS**

De bons outils pour attirer de nouvelles industries



Sylvie PION

Windsor

Disposant de plusieurs organismes voués au développement économique, d'un centre de formation professionnelle et d'une quantité importante de bénévoles à l'affût d'investisseurs potentiels, la MRC du Val Saint-François est bien outillée pour favoriser la venue de promoteurs.

«Avec une possibilité d'investissement de 200 000 \$ par projet industriel qui peut même aller jusqu'à 300 000 \$, nous pouvons accueillir tout projet d'entreprise», révèle le directeur général du Fonds de développement industriel Richmond-Wolfe, Jean-Marie Rancourt.

Réunis autour d'une même table, les intervenants de la MRC pointent les atouts que possède la région. Regroupant 19 municipalités, dont les trois pôles Richmond, Valcourt et Windsor, la MRC du Val Saint-François contient plusieurs emplois générés par le secteur manufacturier, notamment par le plastique, le cuir, le bois, les pâtes et papier, les produits métalliques et le matériel de transport. Six comités de promotion industrielle sont à l'oeuvre pour favoriser l'émergence de projets tandis que quatre parcs et onze bâtisses sont déjà en place.

Une tradition d'implication

À ces avantages s'ajoute la tradition d'implication du milieu qui s'avère à la base du développement local. «Le développement local a toujours existé en passant par l'implication des gens du milieu. On a beau avoir les meilleurs organismes, des fonds et des structures, si personne ne veut s'impliquer, on a un problème puisque l'implication, c'est le moteur. Il faut créer une étincelle qui va démarrer le développement», soutient Bertrand Ménard, directeur général du Centre d'aide aux entreprises du Val Saint-François.

Une première étincelle a jailli du côté de Richmond avec la création du Comité de promotion industrielle et l'obtention d'un premier motel industriel qui a nécessité la récolte de 100 000 \$ au sein de la population il y a plusieurs années déjà. «Celui-ci a été un des premiers motels in-

dustriels dans la province, il y en avait un autre dans la région de Drummondville. C'était nouveau, quand on parlait du motel industriel, les gens nous demandaient combien il contiendrait de chambres! La population a contribué et nous avons mis de l'avant toutes sortes de formules, des soupers-bénéfices, des tirelignes, un radiothon. Le montant a été amassé à coup de cinq, de cent dollars», note M. Ménard.

Vivant une période creuse à cette époque, Richmond a compris la nécessité d'unir les forces de tous pour assurer son développement. Aux quelques hommes en place se sont greffées quelque 500 personnes. La démarche a porté ses fruits et Windsor a également eu recours à une campagne de financement pour récolter les fonds nécessaires à la construction d'un motel industriel.

«Historiquement, à Richmond, Valcourt et Windsor, il existe une tradition d'implication du milieu. Il y a toujours eu un mélange des gens du secteur économique ou encore du communautaire. Cette assise est toujours là. Actuellement, il faut réinventer la concertation, car plusieurs changements sont survenus avec l'avènement des Centres locaux de développement et les Centres locaux d'emploi. Le nouveau défi, c'est de maintenir cette tradition de concertation à l'intérieur des nouvelles règles que l'on nous a données. Il y a des orientations gouvernementales à suivre, on parle d'économie sociale, de politiques liées à l'agro-alimentaire. Les gens sont noyés, ils ont de la difficulté à suivre tout cela. Nous devons réinventer la concertation et garder la motivation des gens, car le bénévolat demeure la base», croit Pierre Lalonde, entrepreneur et président du CLDE du Val Saint-François.

Selon les intervenants, le passage de la Corporation de développement économique du Val Saint-François en un CLDE a entraîné le départ de bénévoles. Bertrand Ménard soutient que les structures dictées par le gouvernement provincial ne correspondent pas à toutes les régions. Chacune d'entre elles a ses spécificités propres. Ils sont conscients que les gens doivent être sensibilisés, plusieurs se perdent dans les nouveaux titres, fonctions et oublient que le commissaire industriel est bien présent au sein du CLDE.

Plus de visibilité

Misant toujours sur un développement régio-



Pierre Lalonde, président CLDE, Bertrand Ménard, directeur général du Centre d'aide aux entreprises et Jean-Marie Rancourt, directeur général du Fonds de développement industriel Richmond-Wolfe. Arrière: Marc Ducharme, commissaire au développement et Jocelyn St-Jean, commissaire industriel et directeur général du CLDE.

nal, le CLDE a identifié plusieurs objectifs dans sa planification stratégique de 1999, 2000 et 2001. dont soutenir le développement d'entreprises locales, jeunesse et d'économie sociale, favoriser la prise en charge du milieu et promouvoir l'entrepreneuriat jeunesse. Accroître la visibilité de la région et susciter l'implantation d'entreprises provenant de l'extérieur de la région sur le territoire figurent aussi parmi les buts visés.

Commissaire industriel et directeur général du CLDE, Jocelyn St-Jean signale que la MRC possède des secteurs prometteurs, dont le plastique, le matériel de transport, les pâtes et papiers de même que l'industrie de la confection et du cuir. «Nous avons les produits métalliques, les plastiques, le caoutchouc et la sous-traitance, nous devons cibler ces secteurs. Nous avons déjà une ex-

pertise et un réseau, nous devons miser là-dessus. La MRC possède aussi un centre de formation professionnelle très orienté sur les besoins des entreprises», dit-il.

La présence sur le territoire de plusieurs organismes est énumérée comme un avantage important. Outre le CLDE, la MRC bénéficie entre autres des services du Centre d'aide aux entreprises, du Fonds de développement industriel Richmond-Wolfe ou encore de la Société locale d'investissement et de développement de l'emploi. «Le FDI possède un programme jeunesse intéressant pour la région, car ce ne sont pas tous les jeunes qui ont accès à des sources de financement pour démarrer des projets», note Marc Ducharme, commissaire au développement senior du CLDE.

Une vie culturelle de plus en plus riche

Windsor

Avec son large bassin d'artisans, d'écrivains, d'artistes, d'événements et d'attraits, la MRC du Val Saint-François pourrait éventuellement se démarquer des autres régions par sa vie culturelle. La publication en 2000 d'une carte socio-culturelle à 15 000 exemplaires doit favoriser la découverte de ce joyau bien gardé.

Ce ne sont pas les attraits à visiter ou encore les événements qui manquent dans la région. La principale problématique rencontrée dans la MRC du Val Saint-François est liée au fait que la culture s'est développée depuis plusieurs années déjà, mais sans qu'il y ait véritablement une concertation dirigée entre les intervenants. Un autre point concerne les entreprises culturelles qui sont, dans l'ensemble, des organismes sans but lucratif qui ne possèdent pas les ressources financières et humaines suffisantes pour développer pleinement leur potentiel.

De concert avec des bénévoles, la MRC du Val Saint-François s'attaque à cette problématique et tente d'améliorer la visibilité des événements et entreprises en plus de faire la promotion de la culture qui demeure le fer de lance du tourisme. Répondant de la MRC, la Table de concertation culturelle de la MRC du Val Saint-François fait la promotion de la culture régionale au sens large.

«Ce comité de bénévoles du domaine culturel s'est formé au milieu des années 1990 et ses réalisations ont débuté avec la production d'une politique culturelle qui a été déposée quelques années plus tard. Parmi les réalisations concrètes de la Table de concertation culturelle, notons la production d'un



Guy-Lin Beaudoin, directeur général de la MRC du Val Saint-François et Jeannette Charland, présidente de la Table de concertation culturelle.

bottin de ressources culturelles de la MRC et la réalisation d'un concours de peinture pour les artistes de la région», mentionne Patrice Blais, agent de développement culturel du Val Saint-François.

Présidente de la Table, Jeannette Charland révèle qu'avant la formation du comité, les gens ne se connaissaient pas. «Le fait de se rencontrer nous per-

met de voir que nous sommes tous confrontés aux mêmes difficultés qui sont liées au financement, à la visibilité et à la reconnaissance. Le fait d'être regroupés nous donne une force supplémentaire», déclare-t-elle.

L'organisme compte maintenant sur une nouvelle ressource, soit un agent de développement et apporte des idées au plan culturel à la MRC. Un projet

majeur est actuellement en voie de réalisation. À partir de l'an 2000, la carte socio-culturelle sera distribuée et permettra aux gens de connaître les attraits de la région du Val Saint-François. Selon Mme Charland, il s'agira d'une carte visuelle contenant à la fois des informations sociales et culturelles pertinentes. «Ce sera en quelque sorte une carte de visite, un outil pratique, où l'on mettra en évidence le patrimoine et nos attraits. C'est un projet important qui nécessite 35 000 \$. À force de glaner ici et là, nous avons amassé 18 000 \$ jusqu'à maintenant.»

Un concours

La carte socio-culturelle, qui sera distribuée en anglais et en français, fait ressortir les trois pôles de la MRC de même que leurs activités. Toujours dans le cadre de la préparation de ce nouvel outil, la Table de concertation culturelle a organisé un concours s'adressant aux artistes. «Les toiles devaient représenter des sites et des points d'intérêt de la MRC. Au terme du concours, nous avons choisi cinq toiles et remis cinq prix aux artistes. L'exposition a eu un grand succès. Les cinq toiles retenues seront reproduites sur la carte socio-culturelle», révèle Mme Charland.

Directeur général de la MRC du Val Saint-François, Guy-Lin Beaudoin précise que ce projet s'avère un bel exemple de concertation du milieu. Il souligne le potentiel important de la région et l'importance de le faire connaître non seulement aux gens de l'extérieur, mais également à ceux en place pour qu'ils deviennent rien de moins que des ambassadeurs.

«On se rend compte que le Val Saint-François est peu connu et il nous faut viser un public cible, les citoyens.

Lorsque j'étais sur la Côte-Nord, je me rappelle d'un pompiste qui connaissait les attraits de la région, qui pouvait nous renseigner, entre autres sur les Iles Mingan. Chacun a une culture. Il y a des gens qui sont conscients de la culture et qui sont capables d'en parler. Nous devons faire en sorte que cela soit ainsi dans la MRC et ce, du pompiste à la présidente de la Table de concertation culturelle», croit M. Beaudoin.

Guy-Lin Beaudoin et Jeannette Charland font savoir que la MRC n'a rien à envier aux autres régions du Québec. Ils ont tous deux parlé de la richesse artistique, patrimoniale et historique de la région. Ils ont fait état des musées, centres culturels, des artistes et écrivains d'envergure présents. Tout en énumérant les événements, dont le Grand Prix de Valcourt, le Festival du papier de Windsor, le Mois de l'art vocal de Richmond, ils indiquent que l'on devra travailler afin de bien se positionner et se faire connaître davantage.

Plusieurs attraits attirent une clientèle touristique, dont le musée J. Armand Bombardier, le centre culturel et patrimonial La Poudrière, le Centre d'interprétation de l'ardoise ou encore le Centre d'arts de Richmond. Un des défis est donc de développer une tradition de culture touristique et de tourisme culturel dans la MRC du Val Saint-François, en rapprochant le comité touristique et la Table de concertation culturelle, et en voyant les possibilités de produire des projets conjoints.

«C'est un concept qui va être analysé par la MRC. Ces temps-ci, on investit massivement dans la culture. Nous allons néanmoins regarder s'il y a des possibilités d'arrimage, mais toujours dans le respect des deux tables», assure-t-il. Quant à la Table de concertation culturelle, elle doit définir ses priorités pour la prochaine année.

Le MIC, à l'écoute du développement économique de votre région

Le développement économique du Québec, c'est plus que la somme des régions et des individus.

Le MIC soutient le partenariat et les projets d'affaires, c'est notre mission.

Une équipe professionnelle est à votre disposition en Estrie.

Courriel : dr.estrie@mic.gouv.qc.ca

FAX-MIC : (514) 873-8335 ou

1 800 565-6428 (sans frais)

Des gens qui pensent comme vous.

Québec
Industrie et
Commerce

Table of stock market data including various indices (S&P 500, NASDAQ, etc.), sector indices, and individual stock prices across multiple columns.

Advertisement for 'GROUPE ACTION FINANCIÈRE' featuring Michel Boutin. The ad includes a headline 'NOUS VOUS ADONNÉS À ATTEINDRE VOS BUTS', a sub-headline 'POURQUOI TANT DE GENS CHOISISSENT-ILS LES FONDS DE PLACEMENTS?', and a list of services like 'DIVERSIFICATION', 'LIQUIDITÉ', and 'GESTION PROFESSIONNELLE'. It also includes contact information for the firm's Montreal office.

Text at the bottom of the page, likely a continuation of the advertisement or a separate notice, mentioning 'la mise d'Air Canada' and 'la mise d'Air Canada'.

Main financial table with columns for various stock indices and individual stocks, including sections for 'C', 'H A J', 'R e t s', and 'D A F'.

Advertisement for 'Le Pain de la Bourse' featuring a 'Commis au comptoir (pâtisserie)' position. Includes details about the company, location, and contact information.

Additional text at the bottom of the page, possibly related to the advertisement or a separate notice.

Louissette



Collaboration spéciale

VÉZINA Un homme n'est libre que s'il est maître de lui-même - Epictète

Je suis certaine qu'en donnant vos noms aux responsables à CALACS, vous pouvez aussi demander des ateliers sur des sujets reliés à cette problématique. Elles semblent très ouvertes aux suggestions.

N'oublions pas que ces agressions ont des conséquences énormes sur la personne, tant et aussi longtemps qu'elle n'accepte pas de les regarder. Faire comme si, intellectualiser ou rationaliser ne donne rien sur le rétablissement de la victime.

Et je ne peux oublier ce que j'ai appris au certificat en toxicomanie: 95% des alcooliques et toxicomanes, incluant les pharmaco-dépendants/es, ont subi des agressions à caractère sexuel dans leur enfance. En majorité, ils sont devenus suicidaires.

Les études démontrent qu'un haut pourcentage de ces agressions se font par des personnes très proches de la personne, de la famille ou de l'environnement immédiat. A suivre...

Poème de Benoît: «Les inséparables»

Un homme à la tête vêtue
Du blanc manteau de l'hiver
Regarde de ses yeux humides
S'engloutir lentement la moitié de sa vie.
Ses pas le guident vers le foyer de ses tendres souvenirs.

Chaque pièce renferme son odeur parfumée

Le recouvrant d'un baume de nostalgie.

Il touche chaque objet qu'il voit
Pour en saisir l'empreinte de ses douces mains.

Même le plancher qui craque sous ses pas

Lui parle encore d'elle.

Ses yeux humides s'assèchent.

Il sourit : il voit,

Il la voit revêtue de son plus beau sourire

L'attendant aux portes de la vérité

Auprès de son Dieu

Qu'elle a tant prié.

Très touchant Benoît. Je n'ai pas la formation de juger de la valeur littéraire. Croyez-moi, je suis très touchée. Plusieurs de mes lecteurs et lectrices se reconnaîtront, j'en suis sûre.

À jeudi
Louissette Vézina

1950 rue Roy, Sherbrooke, Qc, J1K 2X8

Tel : 564-5456, poste 778; fax : 819-564-8098

Courriel : lve@videotron.ca
189-190

CALACS au 563-9999

J'ai en main les activités du Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel de l'Estrie pour novembre.

On a travaillé sur les problématiques de «l'expression de la colère suite à une agression à caractère sexuel. Quelles sont les difficultés rencontrées et les solutions possibles?» Il y eut aussi une fin de semaine «d'auto-défense»

Il n'est jamais trop tard pour participer. Prenez bien note des dates à venir. Super pertinent!

Maintenant, n'oubliez pas l'atelier sur «Le sentiment de culpabilité après une agression à caractère sexuel» mercredi 16 février 2000, 19h à 22h.

De plus, le mercredi 5 avril 2000, 19h à 22h l'atelier traitera des «Impacts d'une agression à caractère sexuel sur la vie de couple».



Communication-Québec

Pour tout renseignement gouvernemental

MODIFICATIONS AU PROGRAMME ALLOCATION-LOGEMENT

Des modifications ont été apportées au programme Allocation-logement afin d'accroître l'accessibilité et l'aide aux chambreurs de 55 ans ou plus. Pour ces personnes, le revenu maximum est passé de 12 720 \$ à 16 480 \$ par année et le loyer maximum considéré a été augmenté de 318 \$ à 428 \$ par mois. Ces deux changements s'adressent également aux personnes de 55 ans ou plus vivant dans des centres d'hébergement spécialisés, non subventionnés par l'État.

Rappelons que ce programme fournit une aide financière aux chambreurs, locataires ou propriétaires âgés de 55 ans ou plus ainsi qu'aux familles ayant au moins un enfant à charge (18 ans ou moins ou étant aux études à plein temps), à revenu modeste, afin de les aider à payer leurs dépenses de logement lorsque celles-ci excèdent 30 % du revenu familial total.

Pour toute question, téléphonez au ministère du Revenu du Québec au (819) 563-3034 ou, sans frais, au 1 888 511-2558.

POUR CONTRE LA GRIPPE

Pour vous protéger contre la grippe, le moyen le plus efficace est le vaccin antigrippal. D'ailleurs, ce vaccin est

administré gratuitement aux personnes de 65 ans ou plus ainsi qu'aux personnes à risque qui présentent un problème de santé nécessitant un suivi médical régulier (exemples : maladies cardiaques ou pulmonaires chroniques, diabète, cancer, etc).

Pour recevoir ce vaccin, vous devez prendre rendez-vous auprès de votre médecin ou de votre CLSC.

PERMIS DE CONDUIRE POUR LES PERSONNES ÂGÉES

Six mois avant d'atteindre l'âge de 75 ans et de 80 ans, la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) demandera à ces conducteurs de se soumettre à un examen ou à une évaluation par un professionnel de la santé. Après 80 ans, l'examen ou l'évaluation est aux deux ans.

Pour en savoir davantage, procurez-vous à la Société ou à Communication-Québec, le nouveau dépliant intitulé *Conduire, un plaisir que je veux faire durer aussi longtemps que possible.*

COMMUNICATION-QUÉBEC
Sherbrooke : 820-3000
Drummondville : 475-8777
Theford Mines : 338-0181

Ailleurs, sans frais : 1 800 363-1363

Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration

L'ÉVÉNEMENT VALEUR PLUS

✓ PLUS

238 \$

par mois, location 48 mois
TRANSPORT et PRÉPARATION INCLUS

Ou seulement **16 900 \$**** à l'achat

CIVIC ÉDITION SPÉCIALE 2000

INCLUANT :

- Air climatisé
- Serrures électriques
- Déverrouillage sans clé
- Poignées de portières harmonisées
- Radio AM/FM stéréo 4 haut-parleurs
- Coussins gonflables conducteur et passager (SRS)
- Et bien plus...



✓ PLUS

198 \$

par mois, location 48 mois
TRANSPORT et PRÉPARATION INCLUS

MENSUALITÉ	COMPTANT
236 \$***	0 \$

HONDA CIVIC



✓ PLUS

CIVIC HATCHBACK 2000

INCLUANT :

- Coussin gonflable conducteur (SRS)
- Radio AM/FM stéréo
- Volant inclinable
- Rétroviseurs télécommandés
- Et bien plus...



*Location-bail offerte exclusivement par Honda Canada Finance Inc. portant sur la berline Civic Édition Spéciale 2000 (modèle EJ651YXV) ou la Civic hatchback CX 2000 (modèle EJ632YB) neuves. Échange ou comptant de 1 441 \$ (Édition Spéciale) ou 1 599 \$ (hatchback), la première mensualité et un dépôt de garantie de 275 \$ (Édition Spéciale) ou 250 \$ (hatchback) sont exigibles. Taxes, assurance et immatriculation en sus. Limite de 96 000 km, frais de 0,10 \$ le kilomètre excédentaire. Sujet à l'approbation du crédit. **P.D.S.F. de la berline Civic Édition Spéciale 2000 à transmission manuelle (modèle EJ651YXV). Transport et préparation (850 \$), ainsi que taxes, immatriculation et assurance en sus. ***Location-bail offerte exclusivement par H.C.F.I. portant sur la Civic hatchback CX 2000 (modèle EJ632YB) neuve. La première mensualité et un dépôt de garantie de 275 \$ sont exigibles. Taxes, assurance et immatriculation en sus. Limite de 96 000 km, frais de 0,10 \$ le kilomètre excédentaire. Sujet à l'approbation du crédit. Offre d'une durée limitée. Photos à titre indicatif. Tous les détails chez votre concessionnaire Honda.

VOS CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC



CONÇUES ET CONSTRUITES SANS CONCESSION

Construit au coût de 1,8 million \$

Lac-Mégantic inaugure son nouveau pont

Lac-Mégantic (RM)

Le nouveau pont Agnès, en plein centre-ville de Lac-Mégantic, qui a pris cinq mois à être érigé sur la rivière Chaudière, à l'embouchure même du lac Mégantic, a été inauguré lundi en présence du ministre délégué aux Transports du Québec, Jacques Baril, du maire de Lac-Mégantic, Jean Campeau, de la députée de Mégantic-Compton, Madeleine Bélanger, et d'une brochette d'autres dignitaires.

Le ministre Baril a souligné le rôle important de ce pont pour le développement économique de la région, puisqu'il s'agit du seul pont à des kilomètres à la ronde, permettant de franchir la rivière Chaudière et d'assurer le lien entre le Nord-Est des États-Unis, le Centre et l'Est du Québec.

Piste cyclable

«Le nouveau pont occupe un emplacement stratégique sur la route 161. Ce n'est plus la passerelle branlante, en bois, de 1879, mais plutôt un pont d'une conception unique au Québec, construit avec du béton de haute performance, qui permettra aux usagers de la route de traverser la rivière Chaudière en toute sécurité, pour une période d'environ 100 ans!» d'indiquer le ministre.

Construit au coût de 1,8 million \$, le nouveau pont compte trois voies de circulation, alors que le précédent n'en avait que deux, et un aménagement cyclable. Plus de 12 600 véhicules l'emprunteront quotidiennement, de même que des milliers de piétons et de cyclistes, durant la belle saison.

Le ministre Baril a d'ailleurs souligné l'élément de piste cyclable, insistant sur le fait que la pratique du vélo se développe énormément et que son ministère est sollicité de toutes parts pour construire des pistes cyclables, des routes vertes.

Il a profité de l'occasion pour remercier la population locale et tous les automobilistes pour leur patience et leur compréhension tout au long des travaux d'érection du nouveau pont. Il a tenu également à féliciter le maire de Lac-Mégantic, Jean Campeau, pour l'excellente collaboration de la ville dans ce magnifique projet.

Enfin, le ministre a évoqué la problématique de la voie de contournement du centre-ville, ou de la route d'accès au parc industriel, étant chargé par le ministre responsable de l'Estrie, Guy Chevrette, de venir annoncer sa décision dans ce dossier.

«M. Chevrette est prêt à signer une entente avec la Ville de Lac-Mégantic pour évaluer où serait le meilleur endroit pour répondre à la problématique de l'augmentation du trafic

lourd qui affecte le centre-ville. La proposition qui est sur la table ne corrigerait qu'une partie du problème, celui en provenance de la route 204, alors que de la route 161, il y aurait toujours un problème de congestion à l'intersection Laval-Villeneuve», de faire valoir M. Baril.

Prenant l'exemple de La Tuque, le ministre a rappelé que le contournement d'une municipalité ou d'un centre-ville créait toujours certaines inquiétudes quant à la survie des commerces locaux. Cependant, la députée Madeleine Bélanger lui a fait remarquer «qu'on ne passe pas par Lac-Mégantic, mais on y vient. L'exemple de La Tuque ou des villages sur la Côte-Nord, le long de la route 138, n'est pas bien adapté à la situation que vit Lac-Mégantic, avec son parc industriel et le trafic lourd qu'il génère.»

Le nom d'Agnès donné au pont le 30 mai 1879, lors de l'inauguration du premier chemin de fer de la région, provient du nom de l'épouse du premier ministre canadien du temps, John A. Macdonald, qui avait pour nom lady Suzanne Agnès Macdonald. Elle a eu l'honneur de franchir la passerelle branlante de l'époque, appuyée sur le bras galant du député John H. Pope.

Un deuxième pont est construit en 1908, grâce à une subvention de 5000 \$ du gouvernement du Québec, et il restera à péage jus-



Photo L'Écho de Frontenac
Dans l'ordre habituel, Pierre Paquet, conseiller du quartier centre-ville de Lac-Mégantic, Suzanne Durivage, attachée politique du député de Johnson, Claude Boucher, Antoine Robitaille, directeur du ministère des Transports en Estrie, Madeleine Bélanger, députée de Mégantic-Compton, le ministre Jacques Baril et Jean Campeau, maire de Lac-Mégantic.

qu'en 1910 où le passage deviendra gratuit à la suite d'un octroi supplémentaire de 2000 \$.

Un troisième pont suivra en 1931, encore subventionné par Québec, pour donner du travail aux pères de familles de la région de Mégantic, pour briser le terrible chômage qu'apportent ces années de crise économique. C'est ce pont qu'on a démolé pour faire place au nouveau.

La police découvre 200 000 \$ d'outils volés

□ La résidence du suspect de Saint-Albert dans les Bois-Francs était remplie de marchandises dérobées

Victoriaville

Grâce à des informations fournies par leurs confrères de Drummondville, les agents de la Sécurité publique de Victoriaville ont effectué un autre beau coup de filet dans la soirée de vendredi dernier. En effet, des centaines d'outils industriels évalués à plus de 200 000 \$ ont été saisis dans une résidence privée de Saint-Albert, petite municipalité située à une dizaine de kilomètres à l'ouest de Victoriaville.



Grâce à des informations fournies par la Sûreté municipale de Drummondville, les policiers de la Sécurité publique de Victoriaville ont saisi, en soirée vendredi dernier, tous ces outils exposés dans le garage attenant au poste de police, et évalués à plus de 200 000 \$. Ils auraient été volés dans les Bois-Francs.

Parmi les objets récupérés, on remarque des soudeuses, au moins huit scies à béton, des génératrices, des rochets électriques, des scies à ongles électriques, des coffres d'outils et même un ordinateur et des vélos.

Sur les lieux de la perquisition, les policiers ont trouvé des outils éparpillés à gauche et à droite. Autant au sous-sol que dans les chambres à coucher. «À chaque fois qu'on ouvrait un tiroir dans une pièce, on découvrait quelque chose. Il y en avait partout», a déclaré l'enquêteur Jean-Pierre Camiré.

Selon le capitaine aux enquêtes, Jacques Fontaine, la très grande majorité des objets recouverts par le personnel de la Sécurité publique (trois enquêteurs appuyés d'autant de patrouilleurs), en fin de semaine, proviendraient de vols commis un peu partout dans les Bois-Francs au cours des deux dernières années. Soit dans des commerces et des entreprises ou encore dans des remorques et hangars appartenant à des gens de différents corps de métier, souvent sur des chantiers de construction.

Si jusqu'à maintenant la seule personne interrogée dans cette affaire se trouvait dans la maison au moment de la perquisition (un homme d'une cinquantaine d'années qui sera accusé de fraude dans les prochains jours), il est probable que d'autres individus soient rencontrés à mesure que l'enquête progressera.

«Je pense qu'on pourra démontrer que le matériel saisi était apporté à Saint-Albert par des complices du suspect. On croit par ailleurs, poursuit l'agent Camiré, que de nombreux outils ont été vendus au fil des mois si l'on considère que plusieurs objets trouvés dans la maison exhibaient un prix.»

À partir des dossiers ouverts à la Sécurité publique de Victoriaville à la suite de plaintes portées par les victimes de vols, il sera possible d'identifier un certain nombre de propriétaires pour leur remettre des biens saisis vendredi. Le tout grâce aux numéros de série (ou d'assurance sociale) affichés sur les outils. Pour les objets qui ne portent aucune identification, les choses seront toutefois plus difficiles.

Le capitaine Fontaine a demandé aux victimes de vols qui seraient tentées de se rendre au poste de police pour identifier leurs outils disparus, d'attendre que ses hommes aient inventorié le butin saisi. Il a aussi tenu à remercier l'initiative de la Sûreté municipale de Drummondville qui a communiqué avec son service pour refiler l'information que l'on connaît.

«Sans leur initiative, ce qui s'est produit n'aurait pas été possible. Je veux également souligner le travail des enquêteurs et des constables du service local qui, en congé vendredi soir, sont rentrés. On se devait d'aller voir. Et c'est ce que ça donne», de conclure M. Fontaine.

Centre-du-Québec

Baril annonce la création de 22 postes

Drummondville (CL)

Le Centre-du-Québec verra les activités de Transport Québec se consolider dans la région par la création de vingt-deux postes d'ingénieurs et de techniciens des travaux publics.

C'est ce que Jacques Baril, ministre délégué aux Transports et ministre responsable de la région Centre-du-Québec, est fierement venu annoncer, hier, à Drummondville.

Ainsi, 14 nouveaux postes, dont 12 à Drummondville et deux à Victoriaville, seront bientôt créés dans les domaines de la planification, de la conception et de la surveillance des projets routiers.

De plus, un des quatre chefs de service de la direction régionale de Transport Québec située à Trois-Rivières sera dorénavant basé à Drummondville.

Par ailleurs, la mise sur pied d'un nouveau module d'expertise en exploitation du réseau routier couvrant l'ensemble du Centre-du-Québec permettra la création de huit nouveaux postes supplémentaires. Ce centre, permettant de mieux connaître l'état du réseau, la circulation et les problématiques dans la région, sera situé à Victoriaville.

«Je suis fier de faire cette annonce qui vient donner au Centre-du-Québec ce qu'il lui revient», a affirmé le ministre Baril.

Cinquante-neuf des 280 fonctionnaires de Transport Québec pour la Mauricie et le Centre-du-Québec seront donc en poste à Drummondville.

Le ministre a cru bon préciser que cette consolidation ne nécessitera aucun déménagement ni déplacement des employés actuellement en poste à Trois-Rivières. La création de nouveaux postes aurait été rendue possible en raison des marges de manoeuvres créées au cours des derniers mois et des dernières années par les programmes volontaires de mise à la retraite des employés de l'État.

Douze autres postes seront créés dans la région de la Mauricie.

OBLIGATION À PRIME DU CANADA			OBLIGATION D'ÉPARGNE DU CANADA
5,00 %	5,40 %	5,80 %	4,40 %*
AN 1	AN 2	AN 3	AN 1
Émission 10 - taux annuel composé de 5,39 % sur l'obligation C détenue pendant 3 ans			Émission 61

Des placements garantis à 100 %.

Les émissions 10 et 61 sont offertes jusqu'au 1^{er} décembre 1999 seulement.

Les Nouvelles Obligations d'épargne du Canada sont idéales pour faire fructifier vos économies à l'abri des risques. Et c'est le moment ou jamais d'en acheter. La nouvelle Obligation à prime du Canada est encaissable une fois l'an à la date anniversaire de l'émission et durant les 30 jours suivants, tandis que l'Obligation d'épargne du Canada traditionnelle, toujours aussi souple, peut être encaissée en tout temps. Les deux titres sont offerts sous forme de REER et FERR sans frais. En fait, ils ne comportent absolument aucuns frais. Les Nouvelles Obligations d'épargne du Canada sont en vente à votre institution bancaire ou financière.



NOUVELLES OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA
BÂTISSÉZ SUR DU SOLIDE.

Canada

Pour tout complément d'information, composez le 1 800 575-5151 ou visitez notre site Web à www.oec.gc.ca
*Ce taux s'applique également aux Obligations d'épargne du Canada de l'émission 55, datée du 1^{er} décembre 1998, pour l'année commençant le 1^{er} décembre 1999.